

Le changement climatique:

renforcer la capacité d'adaptation des petits agriculteurs



Ouvrir pour que les populations rurales pauvres se libèrent de la pauvreté

Les petits agriculteurs sont l'épine dorsale de l'économie rurale, mais ce sont eux qui sont le plus durement touchés par les effets du changement climatique. Au niveau mondial, 500 millions de petites exploitations subviennent aux besoins de quelque 2 milliards de personnes. Ces agriculteurs vivent dans les zones qui sont le plus à risque – versants collinaires, déserts et plaines inondées. Le changement climatique multiplie les menaces auxquelles ils doivent faire face, mettant en danger les actifs naturels dont ils dépendent et accélérant la dégradation environnementale.

Au fil des siècles, les petits agriculteurs ont appris à s'adapter à la modification de l'environnement et à la variabilité du climat. Mais la rapidité et l'intensité du changement climatique sont en train de gagner du terrain sur leur capacité d'adaptation. Les mauvaises récoltes et la mortalité animale entraînent des pertes économiques, accroissent les prix des produits alimentaires et compromettent toujours plus souvent la sécurité alimentaire, surtout en Afrique subsaharienne. Parallèlement, la demande de denrées alimentaires augmente sous l'effet de la croissance démographique et de la modification des habitudes alimentaires.

L'agriculture et la foresterie peuvent jouer un rôle de premier plan dans la lutte contre les effets du changement climatique. De meilleures pratiques de gestion des sols et d'agriculture et le reboisement peuvent contribuer de manière significative à la réduction des émissions de gaz à effet de serre.

Les agriculteurs pauvres, qui gèrent souvent de vastes superficies de terres et de forêts, sont les gardiens des ressources naturelles. Grâce à une assistance ciblée, il est possible de renforcer ce rôle déterminant. Le FIDA s'est engagé à reproduire à plus



© FIDA/S. Beccio

grande échelle les investissements pour une intensification durable de l'agriculture, en accordant la priorité à la prévention des risques et à la capacité d'adaptation, en encourageant les filières susceptibles de favoriser une "croissance verte", en appuyant une meilleure gouvernance et l'élaboration de politiques sur les ressources naturelles, et en encourageant des solutions à forte teneur en savoirs pilotées par les communautés.

L'approche adoptée par le FIDA en vue de renforcer la capacité d'adaptation des populations rurales pauvres au changement climatique consiste essentiellement à solliciter leurs points de vue au cours du processus de planification. Avec leur participation, il est possible de réduire les risques liés au changement climatique et d'aller plus vite de l'avant sur la voie d'un monde libéré de la pauvreté.

La Stratégie du FIDA concernant le changement climatique

Les menaces environnementales telles que le changement climatique sont inséparables de la mission du FIDA, à savoir permettre

aux populations rurales pauvres de se libérer de la pauvreté. Le changement climatique est en train de décupler les risques existants et d'en créer de nouveaux, tout en offrant de nouvelles possibilités. En 2010, le Conseil d'administration du FIDA a approuvé une stratégie concernant le changement climatique afin que les effets du changement climatique pour les activités du Fonds au niveau des pays soient systématiquement pris en compte. Le but de la stratégie est de renforcer l'impact du FIDA sur la pauvreté rurale dans un contexte climatique en mutation. Ses trois objectifs sont les suivants:

- Promouvoir les approches novatrices afin d'aider les petits producteurs agricoles à renforcer leur capacité d'adaptation au changement climatique
- Permettre aux petits agriculteurs de tirer parti des mesures d'atténuation et des financements disponibles
- Inspirer une concertation plus homogène sur le changement climatique, le développement rural, l'agriculture et la sécurité alimentaire.

Que signifie le changement climatique pour le développement rural?

Les implications majeures du changement climatique pour les programmes de développement rural sont au nombre de cinq:

Il est urgent de prêter attention aux risques associés au changement climatique. Investir en faveur de mesures d'adaptation et d'atténuation sera beaucoup moins onéreux maintenant qu'à l'avenir.

Le changement climatique exacerbe les risques traditionnels. Les agriculteurs ne peuvent plus compter sur les moyennes habituelles de facteurs tels que la pluviométrie et la température dans la mesure où le changement climatique a pour effet d'accroître la variabilité du climat, l'écart entre les extrêmes et le degré d'instabilité.

Au-delà des risques traditionnels, les petits agriculteurs sont confrontés à de nouvelles menaces comme l'élévation du niveau des mers et l'impact de la fonte des glaciers sur l'approvisionnement en eau. Les mécanismes de rétribution des émissions et les systèmes de financement par la vente de crédits d'émission de carbone sont complexes, et il faudra déployer de gros efforts pour que les populations pauvres ne soient pas, du fait de l'exclusion sociale ou de limitations d'ordre foncier, laissées de côté.

Les incertitudes au sujet des effets du changement climatique ne justifient pas l'inaction. Les nouveaux modèles peuvent contribuer à réduire les incertitudes dans les évaluations locales de la vulnérabilité face au changement climatique. Afin de lever les incertitudes qui subsistent, il est important de prendre, pour les divers scénarios de changement climatique, des mesures qui apportent des avantages certains en matière de développement – dénommées également solutions "sans regret". Ces mesures aident les communautés aussi bien à renforcer leur capacité de résistance à toute une gamme de chocs potentiels qu'à s'adapter à des tendances climatiques à plus long terme, lorsque celles-ci sont claires. Les approches qui permettent de maintenir la production agricole, avec ou sans changement climatique, présentent des avantages évidents, parmi lesquels: la promotion de la diversité agricole et de la biodiversité, le recours à des systèmes intégrés de culture et d'agroforesterie, et l'amélioration de la gestion après-récolte.

Il est tout à fait possible, et nécessaire, de reproduire à plus grande échelle les méthodes d'intensification de l'agriculture qui comportent de multiples avantages. La gestion durable des terres et des bassins versants, la lutte intégrée contre les nuisibles et l'agriculture biologique font partie des approches comportant des avantages multiples, qui ont été mises en évidence dans le *Rapport sur la pauvreté rurale 2011* du FIDA. Ces approches permettent d'accroître les rendements, les revenus, la sécurité alimentaire et la capacité d'adaptation au changement climatique, tout en protégeant la biodiversité et en réduisant les émissions de gaz à effet de serre, de manière souvent simultanée. Il n'existe pas d'approche type – les stratégies doivent être adaptées à la situation locale. L'importance est de renforcer la capacité d'adaptation en préservant des paysages divers et sains, des systèmes de production divers et des sols sains qui peuvent retenir l'humidité et les éléments nutritifs.

Faire face au changement climatique suppose également de redoubler d'efforts pour relever des défis plus vastes concernant le développement

Nombre des programmes que nous appuyons sont conçus pour renforcer la capacité de résistance des petits exploitants aux chocs, qui sont souvent liés aux conditions climatiques. Pour faire face de manière cohérente au changement climatique, il faut accorder continuellement une place importante aux bonnes pratiques de développement. Il s'agit notamment d'associer les communautés à la gestion des ressources naturelles, d'aider les gens à acquérir des droits fonciers, de faciliter l'accès au crédit et aux marchés, et d'améliorer la qualité de la gouvernance. Il est essentiel de prendre conscience de l'intérêt des savoirs traditionnels et autochtones des paysans, et de comprendre et promouvoir les savoirs des femmes et leur rôle dans l'adaptation au changement climatique.

Les petits exploitants doivent bénéficier davantage du "financement climat"

Les estimations du coût annuel de l'adaptation de l'agriculture au changement climatique dans les pays en développement sont comprises entre 7 milliards et 12 milliards d'USD par an. Cependant, les petits exploitants doivent surmonter des risques et des obstacles importants qui limitent leur accès au financement climat, notamment l'absence de sécurité foncière et le coût élevé de la mise en œuvre des projets.

Du fait du changement climatique, le développement de la petite agriculture devient plus coûteux. Les programmes conçus pour résister au changement climatique exigent habituellement une mise de fonds initiale plus importante, notamment en faveur de l'infrastructure, de l'amélioration des compétences des agriculteurs et du renforcement des institutions.

Le financement climat à l'échelle internationale est souvent lié à des objectifs mondiaux spécifiques, comme la réduction des émissions, l'adaptation ou l'efficacité énergétique. Il ressort de l'expérience du FIDA que ces questions convergent sur le terrain et qu'elles doivent être traitées dans leur ensemble pour que les projets soient couronnés de succès.



©FIDA/L. Steitz

POUR MÉMOIRE

- Dans les zones rurales des pays en développement, près de 2 milliards de personnes vivent avec moins de 2 USD par jour.
- Chaque jour, un milliard de personnes environ souffrent de la faim.
- D'ici à 2050, la production devra augmenter de 70% alors que l'accroissement de la superficie de terres cultivables ne pourra dépasser 12% dans les pays en voie de développement, principalement en Afrique subsaharienne et en Amérique latine.
- Rien qu'en Afrique, 75 à 250 millions de personnes supplémentaires seront exposées à un stress hydrique accru d'ici à 2020 en raison du changement climatique.
- L'agriculture est responsable de l'émission de 14% des gaz à effet de serre, contre 18% pour la foresterie.
- On compte environ 500 millions de petites exploitations au niveau mondial. Les petits agriculteurs fournissent jusqu'à 80% de la consommation alimentaire en Asie et en Afrique subsaharienne.

En Chine, un projet concernant le biogaz transforme les déchets en énergie

Le méthane, qui provient du fumier d'origine animale, est 22 fois plus nocif pour le climat que le dioxyde de carbone. En transformant les déchets d'origine humaine et animale en un mélange de méthane et de dioxyde de carbone qui peut être utilisé pour l'éclairage et la cuisson, un projet financé par le FIDA dans la province de Guangxi en Chine contribue à réduire les graves conséquences des émissions de méthane sur le réchauffement planétaire, tout en luttant contre la pauvreté.

“Nous faisons toute la cuisine au bois”, rappelle Liu Chun Xian, l'une des bénéficiaires du projet. “La fumée me brûlait les yeux et me faisait pleurer et je toussais tout le temps. Les enfants étaient souvent malades... Aujourd'hui, avec le biogaz, la situation s'est nettement améliorée.”

Chaque ménage bénéficiant du projet construit son propre système pour canaliser les rejets des toilettes et les déjections des animaux d'élevage (de porcs, en général) vers une cuve étanche. Les déchets fermentent et se transforment naturellement en gaz et en compost. Le projet a permis d'améliorer les conditions de vie et l'environnement. Les forêts sont protégées, ce qui réduit les émissions de gaz à effet de serre résultant du déboisement. La paille, au lieu d'être brûlée, est également jetée dans les cuves de biogaz, ce qui réduit encore la pollution atmosphérique et contribue à la production d'un engrais biologique d'excellente qualité. Par ailleurs, les conditions d'hygiène des ménages se sont améliorées.

Les agriculteurs de Fada, village situé dans la zone du projet, ayant plus de temps pour améliorer leurs cultures, ont pu augmenter la production de thé, qui est passée de 400 kilogrammes à 2 500 kilogrammes par jour en cinq ans. Dans le village, le revenu moyen a quadruplé pour s'établir à un peu plus de un dollar par jour – résultat notable dans un pays où le seuil de pauvreté est de 26 centimes par jour. En outre, 56 600 tonnes de bois de chauffe ne sont plus ramassées chaque année dans la zone du projet et 7 470 hectares de forêts sont ainsi préservés.

RUPES: récompenser les populations pauvres qui rendent des services environnementaux

Les populations rurales pauvres peuvent être des acteurs de premier ordre en matière de gestion des ressources naturelles et de fixation du carbone. Un programme appuyé par le FIDA a aidé à instaurer un élan et à susciter l'intérêt du public concernant la rétribution des services environnementaux. Il a également mis au point des moyens de rémunérer les agriculteurs pauvres qui protègent les écosystèmes en Chine, en Indonésie, en République démocratique populaire lao, au Népal, aux Philippines et au Viet Nam.

Les résultats de la phase I du Programme de rétribution des pauvres des hautes terres d'Asie pour la prestation de services environnementaux (RUPES), qui a duré de 2002 à 2007, ont été si encourageants qu'une seconde phase a été lancée en octobre 2008. Sur chacun des six sites de la première phase et des 12 sites de la deuxième phase, les institutions locales ont travaillé en partenariat avec le Centre mondial d'agroforesterie afin de mettre au point des systèmes de rétribution adaptés au contexte local.

“Un grand nombre des habitants des hauts plateaux en Asie gèrent les paysages qui assurent des services environnementaux à des bénéficiaires externes”, explique Dennis Garrity, Directeur général du Centre mondial d'agroforesterie. “Ces services englobent l'approvisionnement en eau propre et abondante provenant des bassins versants, la protection de la biodiversité et le piégeage du carbone, qui permettent d'atténuer le réchauffement planétaire. La rétribution des communautés qui procurent ces services permet de réduire la pauvreté et d'inciter à gérer les hautes terres de manière à améliorer la viabilité des basses terres, à compenser les émissions de carbone dans d'autres lieux et à soutenir les objectifs fixés, au niveau international, dans le domaine de la conservation de la biodiversité.”

Cette rétribution est parfois de nature financière, sous forme de paiement direct, mais ce n'est pas toujours le cas. En Indonésie, la sécurisation des droits fonciers a été le principal mécanisme utilisé pour rétribuer les services rendus dans le cadre des projets de protection des bassins versants et de séquestration du carbone. Le processus d'identification et d'évaluation des services environnementaux, et de

L'expérience du FIDA sur le terrain

La décision de créer le FIDA a été prise en 1974, à la suite des sécheresses et famines terribles qui ont sévi en Afrique et en Asie au cours des années précédentes. Le FIDA opère essentiellement dans les zones marginales de culture pluviale qui sont exposées à la pénurie d'eau, à la dégradation des terres et à la désertification. C'est pourquoi l'adaptation à la variabilité climatique et le renforcement de la résistance au stress environnemental ont toujours fait partie intégrante des travaux du FIDA. On trouvera ci-après quelques exemples d'initiatives prises par le FIDA pour faire face au changement climatique.

À Sri Lanka, le FIDA et le FEM appuient un programme de remise en état de trois écosystèmes côtiers situés sur le littoral oriental dévasté par le tsunami.

En Chine, le FIDA appuie un projet d'assurance indexée sur les conditions météorologiques destiné à aider les agriculteurs pauvres. Financée conjointement par le secteur privé et par le secteur public, l'assurance indexée sur les conditions météorologiques subordonne les remboursements à des indicateurs objectifs et mesurables, tels que la pluviosité ou la température. Ainsi, les agriculteurs sont mieux à même de gérer le risque et peuvent investir avec plus de confiance dans des activités agricoles qui exigent un fort investissement initial.

Au Burkina Faso, des technologies plus respectueuses de l'environnement, telles que des techniques de conservation des sols et de l'eau et des techniques d'agroforesterie, sont adoptées dans le cadre du Programme de développement rural durable appuyé par le FIDA.

Au Sénégal, le FIDA a soutenu l'irrigation goutte à goutte pour lutter contre l'avancée de la désertification.

Sur les îles Maurice et Rodrigues, un programme financé par le FIDA aide les participants à diversifier leurs activités, qu'il s'agisse d'agriculture ou de microentreprises, afin qu'ils ne dépendent pas uniquement de la pêche pour leur subsistance.

Dans l'est du Maroc, où la sécheresse et le surpâturage ont dégradé de vastes zones de parcours, un programme de remise en état parrainé par le FIDA a entraîné une amélioration de la productivité des parcours et de la couverture du sol, une régénération des plantes médicinales et aromatiques et une meilleure infiltration des eaux dans le sol. La composante FEM du programme a appuyé une étude qui a fourni des données sur l'adaptation au changement climatique.

PERSONNES À CONTACTER

Rodney Cooke

Directeur

Division des politiques et
du conseil technique

FIDA

Tél.: +39 06 54592451

ptmailbox@ifad.org

Elwyn Grainger-Jones

Directeur

Division environnement et climat

FIDA

Tél.: +39 06 54592459

GECCregistry@ifad.org

LIENS

FIDA

www.ifad.org

Le FIDA et le changement climatique

www.ifad.org/climate/

Fonds pour l'environnement mondial

www.thegef.org

Convention-cadre des Nations Unies sur

les changements climatiques

www.unfccc.int

Groupe d'experts intergouvernemental sur

l'évolution du climat

www.ipcc.ch

Programme des Nations Unies

pour l'environnement

www.unep.org

COP17

www.cop17durban.com

Rapport de la Banque mondiale sur le

développement dans le monde 2010:

développement et changement climatique

www.worldbank.org/wdr2010

renforcement des institutions locales, a fait mieux percevoir l'importance de la conservation des bassins versants et d'une meilleure gestion des terres sur tous les sites du RUPES.

Un programme semblable, intitulé Programme de rémunération des services environnementaux en Afrique au profit des pauvres, est en cours d'exécution en Guinée, au Kenya, en Ouganda et en République-Unie de Tanzanie.

Adaptation au Pérou

Les populations autochtones du haut plateau andin (*altiplano*) ont toujours été confrontées à un environnement inhospitalier caractérisé par des vents forts, un couvert végétal parsemé, de l'eau gelée et des variations extrêmes de température. Ces variations se sont accentuées sous l'effet du changement climatique et les pénuries d'eau se sont aggravées. Le Projet de renforcement des marchés et de diversification des moyens d'existence dans la sierra méridionale, qui bénéficie de l'appui du FIDA, aide plus de 21 000 familles, sur un vaste territoire, à renforcer leur résistance aux effets du changement climatique et à améliorer leur gestion des ressources naturelles.

L'eau de pluie et la neige fondue sont récupérées dans des fossés pour servir à l'irrigation. Les participants au projet diversifient leurs cultures et cultivent du maïs, des haricots, des céréales, des pommes de terre et de l'origan sur des terrasses séparées par des murets en pierre, sur les flancs des montagnes. Les murets de pierre servent de coupe-vent et évitent le ruissellement des sols et de l'eau. Ils servent également de réservoir thermique, emmagasinant la chaleur du soleil pendant la journée et la libérant lentement la nuit, ce qui permet de mieux affronter les gelées nocturnes.

Les participants plantent également des arbres pour aider à reconstituer le couvert végétal de la région. Les arbres servent de brise-vent, contribuent à réguler la température et fournissent du bois de feu, tandis que leurs racines aident à stabiliser le sol sur les versants. Grâce au projet, le régime alimentaire de la population locale s'est amélioré et l'élevage prospère.

Forger des alliances

Le changement climatique est un enjeu environnemental planétaire. Aider les ruraux pauvres à s'adapter à ses conséquences et leur permettre de participer aux initiatives d'atténuation des effets sont des tâches qui requièrent une approche coordonnée et la coopération de la communauté internationale. Les partenariats permettent au FIDA d'en savoir plus sur le changement climatique, de partager ses connaissances, de renforcer les opérations auxquelles il apporte son soutien, de mobiliser des fonds additionnels et d'influer sur le programme d'action mondial.

Le FIDA travaille avec les gouvernements des pays en développement, les organisations des populations rurales pauvres, les organisations non gouvernementales et le secteur privé pour concevoir des programmes et projets innovants adaptés aux priorités nationales pour l'agriculture et le développement rural. En outre, nous collaborons étroitement avec d'autres organismes des Nations Unies et avec des institutions financières multilatérales. Le FIDA soutient les efforts mis en œuvre pour renforcer l'impact de l'action du système des Nations Unies, et participe aux initiatives pilotes visant à améliorer la coordination entre les divers organismes du système au niveau des pays ("Unis dans l'action"). En particulier, le FIDA travaille en étroite collaboration avec les autres organisations des Nations Unies établies à Rome: l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture et le Programme alimentaire mondial.

Le Fonds pour l'environnement mondial (FEM), l'un des principaux mécanismes de financement des initiatives prises pour faire face au changement climatique, est un partenaire de premier plan et le FIDA est l'un des organismes d'exécution du FEM. La coopération FIDA/FEM met actuellement l'accent sur les liens entre réduction de la pauvreté, gestion durable des terres et changement climatique. Le FIDA aide aussi les pays à accéder aux financements accordés par le programme du FEM sur le changement climatique. Il s'agit du Fonds fiduciaire du FEM, des ressources gérées par le FEM au titre de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (Fonds pour les pays les moins avancés et Fonds spécial pour les changements climatiques), et du Fonds d'adaptation administré par le FEM. Le Groupe consultatif pour la recherche agricole internationale, la Plateforme mondiale des donateurs pour le développement rural et les partenariats sous-régionaux, tels que TerrAfrica, sont également des partenaires importants.



Le FIDA est une institution financière internationale et un organisme spécialisé des Nations Unies qui a pour vocation d'éliminer la pauvreté et la faim dans les zones rurales des pays en développement.

Fonds international de développement agricole
Via Paolo di Dono, 44

00142 Rome (Italie)

Tél.: +39 06 54591

Télécopie: +39 06 5043463

Courriel: ifad@ifad.org

www.ifad.org, www.ruralpovertyportal.org

Juillet 2011